

appelé *High Frontier*. Des documents divulgués au début de mai révèlent qu'à l'époque, les analystes du Département de la Défense avaient critiqué l'idée en la qualifiant de «peu réaliste» et en ajoutant que le système serait incapable d'abattre assez de missiles ennemis pour être efficace. Le général Abrahamson, chef du Bureau de l'IDS, a diffusé ces documents pour accéder à une demande du sénateur Johnston. Le général a soutenu que l'évaluation faite en 1982 était exacte, mais que la technologie avait fait des progrès «phénoménaux» depuis.

Un rapport émanant des cabinets des sénateurs Proxmire et Johnston conclut que, même si aucune décision finale n'a été rendue publique, le programme de l'IDS a déjà été réorienté vers des technologies qui pourraient être mises en oeuvre vers le milieu des années 1990. Le rapport précise qu'il existe au sein de l'IDS un «programme noir» dont l'objet est de préparer le déploiement de défenses stratégiques dans un avenir rapproché.

Le 24 avril, l'*American Physical Society* a publié une étude sur les technologies relatives au laser et aux faisceaux de particules qu'exigeraient l'IDS. L'étude concluait qu'il faudrait au moins dix ans simplement pour savoir s'il serait possible d'employer ces technologies dans un système de défense stratégique. Selon les auteurs, il y a encore de formidables obstacles technologiques à franchir, et il faudrait améliorer certaines des technologies essentielles par des facteurs allant de 100 à un million.

La puissance militaire soviétique

■ En mars, le Département américain de la Défense a publié son rapport annuel intitulé *Soviet Military Power* qui décrit les tout derniers progrès militaires de l'URSS. Le rapport précise que cette dernière est en train de réévaluer sa stratégie classique axée sur des opérations offensives rapides dans le théâtre européen. On attribue cette évolution au perfectionnement toujours plus grand des armes classiques de l'OTAN et aux nouvelles doctrines des États-Unis et de l'Alliance qui prévoient des attaques qui porteraient la guerre profondément dans le territoire du Pacte de Varsovie. En outre, la simple taille des arsenaux et les capacités accrues des deux camps ont, semble-t-il, amené les Soviétiques à conclure qu'un conflit en

Europe durerait beaucoup plus longtemps qu'ils ne l'avaient escompté antérieurement.

Dans l'édition de cette année de *Soviet Military Power*, on s'interroge aussi sur la nature et l'ampleur du programme soviétique de défense contre les missiles balistiques (DMB). C'est une question qui divise les divers services de renseignements concernés. Le Pentagone soutient que l'Union soviétique est

en train d'élaborer un système de DMB à l'échelle du pays, ce qui serait contraire au Traité sur les missiles anti-missiles balistiques. La CIA évalue à dix pour cent ou moins une telle probabilité. Recherchant de toute évidence le moyen terme, le rapport *Soviet Military Power* soutient que, considérées dans leur ensemble, les activités soviétiques au chapitre de la DMB montrent que l'URSS est résolue à améliorer ses

défenses stratégiques et qu'elle est peut-être en train d'ériger un système national de DMB.

«Whence the Threat to Peace»

■ En février 1987, l'URSS a publié *Whence the Threat to Peace*, équivalent du livre intitulé *Soviet Military Power*. Le dernier numéro de cette publication soviétique avait paru en 1984. Cette récente édition présente un intérêt particulier, en ce sens qu'elle contient les estimations soviétiques sur les forces nucléaires des États-Unis et de l'URSS. Dans le passé, celle-ci a hésité à faire savoir à combien elle estimait les forces nucléaires des deux pays et elle s'était limitée à le faire dans le cadre des négociations sur la limitation des armements (celles des traités SALT, par exemple).

Les chiffres présentés sont ceux que le secrétaire général Gorbatchev avait soumis au président Reagan, lors de leur réunion de Reykjavik en octobre. Selon ces données, les États-Unis auraient environ 14 800 ogives nucléaires montées sur 2 208 vecteurs stratégiques, tandis que l'URSS en posséderait 10 000 installées sur 2 480 vecteurs. Par ailleurs, *Whence the Threat to Peace* insiste beaucoup sur la nécessité de préserver le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques et réitère le point de vue soviétique à savoir que l'Initiative de défense stratégique des États-Unis aura des effets déstabilisateurs et mènera à une nouvelle course aux armements.

Le dernier Titan 2

■ Selon un article de *Associated Press* daté 7 mai l'Aviation militaire américaine a neutralisé au début de mai le dernier missile balistique intercontinental *Titan 2*. À une certaine époque, cinquante-quatre missiles *Titan* étaient déployés dans des silos de béton en Arkansas, en Arizona et au Kansas. Ces engins ont été parmi les premiers à être intégrés à l'arsenal américain. Ils étaient gros, peu précis et souvent la cause d'accidents. Ils transportaient ce qui était, d'après les normes actuelles, une énorme ogive mégatonnique. On laissera ouverts pendant quelque temps les silos qu'ils occupaient pour permettre aux satellites soviétiques de surveillance de confirmer qu'ils sont bel et bien vides. □

NOUVELLES DE L'OTAN

Réunion de l'Assemblée de l'Atlantique-Nord

■ Pendant la fin de semaine du 23 mai, des hommes politiques des pays de l'OTAN se sont rassemblés à Québec pour discuter de questions économiques, politiques et militaires. Parmi les thèmes abordés à la conférence, citons l'avenir des projets de réforme de Mikhail Gorbatchev en URSS et le rôle des défenses stratégiques dans le contexte de la sécurité occidentale.

En sa qualité de chef du pays hôte, le Premier ministre Brian Mulroney a prononcé un discours; il a abordé diverses questions relatives à la limitation des armements et à la sécurité, et il s'est arrêté tout particulièrement à l'Initiative de défense stratégique des États-Unis. Le Canada continue d'appuyer les recherches propres à la défense stratégique, mais M. Mulroney a fait une mise en garde: «... il faut bien s'assurer que les défenses ne sont pas intégrées aux forces existantes de façon que l'adversaire n'en vienne pas à craindre une première frappe... en outre, nous ne pouvons permettre que les efforts dans le domaine de la défense stratégique nuisent au processus de la limitation des armements et aux accords existants.»

Coopération anglo-française en matière nucléaire

■ En mars, les ministres britannique et français de la Défense se sont réunis pour jeter les bases d'une coordination plus étroite en ce qui concerne l'utilisation des forces nucléaires de leurs deux pays. MM. André Giraud et George Younger ont annoncé le 10 mars que leurs gouvernements cherchent à rendre officiels des échanges étroits mais principalement ponctuels sur les questions intéressant leurs forces nucléaires.

D'après un article paru dans l'*Economist* (14 mars), l'accord franco-britannique atteste que les deux pays envisagent de créer une force nucléaire européenne advenant que les États-Unis retirent leurs engins nucléaires du continent. Le nouvel accord de coopération nucléaire arrive à un moment où les progrès accomplis par les superpuissances dans le cadre des négociations sur la limitation des armements rendent incertaine la présence des missiles nucléaires américains en Europe dans l'avenir.

Renaissance de l'Union de l'Europe occidentale

■ À mesure que les superpuissances se rapprochent d'un accord sur la limitation des armements, les pays ouest-européens font des démarches pour redonner vie à l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Cet organisme de sept membres (Grande-Bretagne, France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg) a été créé en 1954; il s'était donné une vocation défensive et avait notamment pour objet de faire entrer l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN. L'UEO présente de plus en plus d'intérêt, étant donné qu'elle est le seul groupe exclusivement européen à même de s'occuper des questions de défense.

En décembre 1986, le Premier ministre français, M. Jacques Chirac, a proposé une Charte des principes garantissant la sécurité de l'Europe occidentale, dans un discours qu'il prononçait devant l'UEO réunie à Paris. La proposition de M. Chirac reposait sur deux éléments principaux, à savoir que la dissuasion nucléaire demeure la seule façon d'assurer la sécurité de l'Europe, et que l'Europe occidentale doit conserver ses liens avec la force de dissuasion américaine.